



**PRÉFET
DE LA LOZÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Occitanie
Unité inter-départementale Gard-Lozère**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° *PREF DREAL 2025-265-001* du 22 SEP. 20
DE MISE EN DEMEURE

En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement de la société SARL CARRIERES BONICEL et FILS pour sa carrière située lieu-dit "Costo Caldo"

Le préfet de la Lozère,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2012289-0009 du 15 octobre 2012 autorisant la société CARRIERES BONICEL et FILS à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert sur la commune de LAVAL-DU-TARN ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 01 août 2025, établi suite à la visite du site réalisée le 29 juillet 2025, et transmis à l'exploitant par courrier électronique avec accusé de réception en date du 25 août 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;
- Considérant** que la société SARL CARRIERES BONICEL et FILS est autorisé par l'arrêté préfectoral n°2012289-0009 du 15 octobre 2012 à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert sur la commune de LAVAL-DU-TARN ;
- Considérant** que l'article 4.7 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2012 susvisé stipule notamment que le ravitaillement est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels ;
- Considérant** que, lors de la visite du 29 juillet 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place d'aire étanche pour le ravitaillement des engins ;
- Considérant** dès lors que les dispositions de l'article 4.7 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2012 susvisé ne sont pas respectées ;
- Considérant** que ces manquements sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions

de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SARL CARRIERES BONICEL et FILS de respecter les prescriptions qui lui sont applicables ;

Considérant que la société SARL CARRIERES BONICEL et FILS a été informée des dispositions du présent arrêté et placée en mesure de présenter ses observations ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Lozère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. MISE EN DEMEURE (art. L.171-8 du code de l'environnement)

La société SARL CARRIERES BONICEL et FILS (SIRET : 75397588700013), exploitant une carrière de calcaire à ciel ouvert sur le territoire de la commune de LAVAL-DU-TARN au lieu-dit "Costo Caldo", est mise en demeure de respecter, sous un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4.7 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2012 susvisé en mettant en place une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

ARTICLE 2. PÉNALITÉS (art. L.171-8 du code de l'environnement)

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 171-11 du code de l'environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 4. INFORMATION DES TIERS (art. R.171-1 du code de l'environnement)

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Lozère pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de la commune de LAVAL-DU-TARN et pourra y être consultée.

ARTICLE 5. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Lozère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le maire de Laval du Tarn, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale

Laure TROTIN

